

Consolidation et construction : des fondements solides pour assurer un bon développement!



Rapport d'activités 2010-2011



Centre d'intervention
budgétaire et sociale
de la Mauricie

Coordonnées

Afin de faciliter l'accès à nos services à la population du Centre-de-la-Mauricie et du Haut-Saint-Maurice, nous avons également un bureau dans le secteur Shawinigan.

Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie

274, rue Bureau
Trois-Rivières
G9A 2M7

819 378-7888

Centre d'intervention budgétaire de l'Énergie

(sur rendez-vous)
393, Tamarac
Shawinigan
G9N 1T9

819 536-4438

Heures d'ouverture

L'ensemble des activités se déroule généralement de jour en semaine. Par contre, pour rendre accessible le service de consultation budgétaire aux travailleurs et travailleuses, il est incontournable d'offrir des rendez-vous en soirée.

Du lundi au vendredi de 9h00 à 16h30

En soirée, sur rendez-vous seulement

Table des matières

Mot de la présidente

Mot de l'équipe

Présentation du CIBES de la Mauricie

- *Mission*
- *Équipe de travail*
- *Conseil d'administration*
- *Bénévole*
- *Stagiaire*
- *AGA et membres*

Faits saillants

- *Projet de développement et de financement de la consultation budgétaire*
- *Métamorphose du guide « Je pars en appartement »*
- *Accréditation de Centraide Centre-du-Québec*
- *Supervision et encadrement de stage*
- *Formation et perfectionnement*
- *Rénovations*

Services directs

- *Consultation budgétaire et suivi budgétaire*
- *Fonds d'entraide Desjardins*
- *Fonds communautaire de Trois-Rivières*
- *Fonds de soutien aux assurances*
- *Rencontres post-faillite*
- *Ententes avec Hydro-Québec*
- *Accompagnement et défense des droits*

Information, éducation et sensibilisation

- *Ateliers et formation*
- *Grandes conférences*
- *Campagne nationale de prévention à l'endettement*
- *Prix du cœur de la publicité*
- *Journée sans achats*

Implication dans le milieu

- *Assemblées générales annuelles*
- *Comités de travail*
- *Activités de solidarité et représentations*

Revue de presse

Mot de la présidente

C'est avec beaucoup de fierté que je vous présente l'ensemble des activités et des services réalisés par l'équipe de travail du Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie pour l'année 2010-2011.

Depuis le début de mon implication au sein du conseil d'administration, je constate qu'il y a une grande diversité des actions pour réaliser la mission et que cela repose sur une équipe ouverte et polyvalente, stimulée et soutenue par un conseil d'administration dynamique. De plus, l'équipe déploie du temps et de l'énergie sur une stratégie de financement visant à développer et à rendre accessible le service de consultation budgétaire sur l'ensemble de son territoire.

En parcourant le rapport d'activités j'ai relevé quelques constats impressionnants que je vous partage. Plus de 684 personnes ont reçu un service individuel et personnalisé dans une approche respectueuse de leurs valeurs et de leurs choix. Près de la moitié des consultations budgétaires ont nécessité un minimum de 3 suivis budgétaires pour un total de 394 rencontres de suivis. 1070 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités de groupe animées par un intervenant du CIBES. L'équipe de travail a participé ou s'est impliquée dans près de 50 activités et actions spécifiques dans son milieu. Enfin, le démarchage pour l'obtention d'un projet-pilote de développement et de financement de la consultation budgétaire a exigé un grand nombre d'heures de préparation en vue des 22 rencontres effectuées avec des acteurs importants de la Mauricie.

Je désire également souligner que l'expertise du CIBES à l'égard du surendettement dans toutes ses dimensions (impacts, statistiques, crédit, exclusion, etc.) est de plus en plus reconnue au Québec. L'intérêt des médias ainsi que les demandes de grandes organisations nationales pour des conférences sont des marques de reconnaissance incontestables.

En terminant, la présence du CIBES dans notre milieu enrichit la collectivité par ses valeurs sociales et humaines sur des sujets pourtant jugés sévèrement par la société : l'argent et l'endettement!

Au nom du conseil d'administration, je lève mon chapeau à l'équipe de travail et je vous félicite pour tout le travail accompli!

Anne Carignan

Présidente du conseil d'administration

Mot de l'équipe

Un projet de développement de plus en plus pertinent et nécessaire

Depuis plusieurs années nous avons fixé un dénouement précis pour le développement et le financement de la consultation budgétaire. Nous avons, en effet, déterminé que ce sont les institutions financières qui devaient s'impliquer à travers un protocole délimitant clairement nos modes d'intervention, les collaborations qui devaient s'établir avec elles pour l'atteinte de notre objectif et les règles de leur participation financière. Devant une certaine indifférence et, surtout, un refus net de reconnaître qu'elles ont une responsabilité face au problème du surendettement, nous avons résolu de mobiliser le milieu régional et de diriger notre action vers les acteurs publics que sont l'appareil d'État et le parti au pouvoir.

Ce projet de développement se tient bien, il est parfaitement cohérent et en phase avec ce qui se passe actuellement dans le champ du crédit à la consommation. Il correspond très exactement à ce qui doit être promu dans le contexte actuel. Par nos rencontres et notre discours nous avons réussi à convaincre, en plus des politiciens locaux, plusieurs intervenants régionaux de la pertinence de notre projet, y compris la plupart des directeurs de caisse et ceux de certaines banques sur le plan régional.

C'est que, au-delà des objectifs spécifiques d'un tel projet de développement, il s'agit d'une lutte contre l'exclusion sociale par le crédit. Dans notre action quotidienne, en effet, il apparaît clairement que toute la mécanique administrative en œuvre dans les différentes institutions privées et publiques chargées de recouvrer des comptes auprès des personnes éprouvant des difficultés financières, la machine donc, se durcit et se déshumanise à un rythme accéléré.

Au CIBES, nous avons toujours joué un certain rôle de « *boîte de dialogue* », de zone de contact, entre les créanciers et les gens dont nous nous occupons. Cette tâche devient impérieuse dans le contexte actuel. Voilà qui milite pour que nous poursuivions notre action avec encore plus de détermination et que nous affûtions notre argumentation en prenant appui sur cette conjoncture d'exclusion sociale par le crédit. C'est une question de salubrité publique.

Bertrand Rainville
Pour l'équipe de travail

Présentation du CIBES de la Mauricie

Mission

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie consacre ses actions non seulement à aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget et à l'endettement, mais aussi à lutter contre des injustices qui portent atteinte à l'ensemble des consommateurs.

Conseil d'administration



*Anne Carignan
Présidente*



*Isabelle Bombardier
Vice-Présidente*



*Andréanne Blais
Secrétaire-trésorière*



*Jean-Guy Turcotte
Administrateur*



*Lucie Pedneault
Administratrice*



*Sylvie Ménard
Administratrice*



*Luc Sinotte
Administrateur*



*Noémie Bastien
Administratrice*

Activités :

- 5 réunions du conseil d'administration
- 3 rencontres d'échange et discussions entre les membres de l'équipe de travail et le CA
- 2 activités sociales

Équipe de travail



Monique



Bertrand



Pierre



Virginie



Nathalie

Soutien technique



Pierrette
Bénévole

Stagiaire



Isabelle
Étudiante en travail social
au Cégep de TR

AGA et membres

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 10 juin 2010 au Bucafin. Nous y avons accueilli dix-neuf personnes. Le CIBES compte maintenant 146 membres.

Faits saillants de l'année 2010-2011

Projet de développement et de financement de la consultation budgétaire

Nous nous sommes donnés comme objectif organisationnel de desservir l'ensemble de la population du territoire mauricien, de lui donner accès à un service de consultation budgétaire de qualité. Cette cible doit passer par un financement adéquat et récurrent qui, nous le croyons, doit provenir des institutions financières. Nous avons travaillé très activement cette année à l'atteinte de cet objectif.

Démarches effectuées

- *Création d'un comité d'influence composé de personnes qui connaissent bien le fonctionnement des structures qui sont interpellées dans notre projet de développement : Guy Julien (politique), Michelle Laroche (santé et des services sociaux) et Jean-Guy Doucet (bancaire).*
- *Rencontres individuelles avec 9 directeurs des Caisses Desjardins de la région*
- *2 rencontres avec le vice-président régional de la Fédération des Caisses Desjardins, Richard Fagnan*
- *Rencontre avec la directrice du service aux particuliers de la Caisse des Trois-Rivières, Maude Blouin-Hallé*
- *Rencontre avec l'Association des Caisses de Trois-Rivières*
- *Rencontre avec le directeur régional et le directeur de la succursale du Cap-de-la-Madeleine de la Banque Nationale du Canada, Marc Labrie et Pierre Lacerte*
- *Rencontre avec le directeur général de la Conférence régionale des élus (CRÉ), Christian Savard*
- *Rencontre avec l'attachée politique de Julie Boulet, Députée de Lavolette et déléguée régionale*
- *Rencontre avec le caucus des députés régionaux, Danielle St-Amand, Julie Boulet et Jean-Paul Diamond*
- *Rencontre avec le député de St-Maurice, Claude Pinard*
- *Rencontre avec la députée de Champlain, Noëlla Champagne*
- *Rencontre avec le président provincial et le directeur régional de l'Office de protection du consommateur (OPC), Louis Borgeat et Gary Frost*
- *Rencontre avec la directrice du recouvrement d'Hydro-Québec, Michèle Trottier*

Métamorphose du guide « Je pars en appartement »

Nous avons obtenu une subvention de l'Office de la protection du consommateur pour la mise à jour, tant du contenu que de la forme, de la brochure « Je pars en appartement ». Nous avons donc effectué une mise à jour des informations en fonction des nouvelles réalités d'aujourd'hui et bonifié le contenu. Le montage est en cours et le lancement de la nouvelle brochure devrait se faire à l'automne 2011.

Supervision et encadrement de stage

Cette année nous avons accueilli une stagiaire au CIBES, à raison de 4 jours par semaines durant 12 semaines. Isabelle Forcier est une étudiante à la Technique de travail social du Cégep de Trois-Rivières. Elle a été supervisée particulièrement par Nathalie, avec l'aide de l'équipe. Elle a fait de l'accompagnement dans tous les services directs et dans les ateliers. Elle a aussi mené d'une main de maître la Campagne de prévention à l'endettement. Félicitations Isabelle et merci!

Accréditation de Centraide Centre-du-Québec

Nous avons fait les démarches pour être reconnus par Centraide Centre-du-Québec, ce qui nous donnera éventuellement accès à des subventions pour mieux desservir cette partie de notre territoire. Nous sommes maintenant accrédités.

Formation et perfectionnement

Nous avons suivi deux formations cette année.

- *Dynamique de pauvreté et d'exclusion, pour réfléchir à l'intervention, organisée par le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)*
- *Secourisme en milieu de travail*

Rénovations

Cette année a été marquée par de gros travaux effectués sur la maison, qui appartient au CIBES. Briquetage, fenestration complète, peinture, rénovations dans les loyers, reconstruction de la véranda arrière, etc. Une mention spéciale à Monique qui a assumé en grande partie le poste de contremaître dans cette aventure rocambolesque!



Les services directs

Dans le cadre des services directs à la population, nous avons rejoint pas moins de 684 personnes, sans compter les rencontres de suivis budgétaires.

Consultation budgétaire

Une première rencontre qui permet de se donner un portrait de la situation et des difficultés qui sont rencontrées en identifiant les données socioéconomiques, en élaborant la liste des dettes et des retards et en établissant un budget pour le mois à venir.

Les personnes qui nous ont consultés

- *112 femmes avec ou sans enfants à charge*
- *71 hommes avec ou sans enfants à charge*
- *42 couples avec ou sans enfants à charge ont consulté ensemble*
- *Un total de 225 dossiers de consultation budgétaire compilables aux fins de statistiques*

Leurs sources de revenus

- *Emploi : 53,7%*
- *Aide sociale : 15,4%*
- *Prestations diverses (assurance-emploi, CSST, SAAQ, Emploi-Québec, etc.) : 15,1%*
- *Études : 5,9%*
- *Retraite, pension : 5,6%*
- *À la maison : 4,3%*

Le portrait de leur situation financière

- Le revenu moyen est de 30 002,45\$
- La moyenne de l'endettement personnel (sans l'hypothèque) est de 32 315,00\$
- La moyenne de l'endettement hypothécaire est de 85 045,00\$

La provenance des références

- Milieu des affaires sociales, communautaire ou gouvernemental : 34,7 %
- Publicité, connaissances ou membres de la famille: 28,0 %
- Déjà utilisé le service: 12,9 %
- Professionnels, milieux de travail ou syndicats de faillite : 12,4 %
- Institutions financières : 12,0 %

Dossiers de consultation budgétaire non compilables

Nous effectuons des rencontres que nous ne considérons pas à des fins de statistiques pour éviter de biaiser nos chiffres comme par exemple les personnes ayant moins de 1 000,00\$ de dettes.

- 39 personnes ont été rencontrées

Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire peut être proposé (mensuel ou plus fréquent selon le besoin) pour donner aux gens le soutien et le temps nécessaire à la reprise en charge du budget et pour mettre en application une solution à l'endettement, s'il y a lieu.

- 394 rencontres de suivi ont été effectuées cette année

Fonds d'entraide Desjardins

Dans le cadre d'une consultation budgétaire, il est possible pour une personne qui n'a pas accès au crédit traditionnel dans les institutions financières, de faire une demande de prêt de moins de 1000,00\$ et de plus de 150,00\$.

Profil des personnes qui ont demandé un prêt

- Membres des 4 caisses Desjardins de Trois-Rivières
- 70,4% sont des femmes et 29,6% des hommes
- La majorité des personnes vivent de la sécurité du revenu
- Des travailleurs, travailleuses à faible revenu
- Des bénéficiaires d'assurance-emploi ou d'autres formes de prestations (ex: prêts étudiants, pensions de vieillesse, CSST, etc.)
- Toutes ces personnes sont exclues du crédit sur la base de leur revenu ou d'un mauvais dossier de crédit (retards ou faillite)

Chiffres

- 150 demandes de prêts
- 76 prêts octroyés
- Le montant total des prêts est de 49 556,83\$
- La moyenne par prêt est de 652,07\$
- le taux de remboursement est de plus de 95%

Besoins auxquels répond le Fonds

- Transport (achat de véhicule, réparation, immatriculation, etc.)
- Soins de santé (lunettes, prothèses dentaires, etc.)
- Habitation (déménagement, loyer, etc.)
- Achat de meubles ou d'électroménagers
- Consolidation de dettes et de retards dans les comptes courants
- Etc.

Provenance des références

- CIBES dans le cadre d'une démarche budgétaire : 34,2%
- Déjà emprunté au Fonds d'Entraide Desjardins : 32,9%
- Caisses Desjardins de Trois-Rivières : 15,8%
- Autres : 7,9%
- Organismes du milieu : 3,9%
- CSSS : 2,6%
- Connaissance / famille : 2,6%

Autres activités

- Le comité consultatif, constitué d'un représentant de la Fédération des Caisses, d'un autre d'une caisse participante et d'un du CIBES, s'est réuni à 3 reprises
- La diffusion d'un bulletin d'information portant sur nos services et sur les statistiques, destiné aux conseillers au crédit et aux directeurs des Caisses Desjardins

Fonds communautaire de Trois-Rivières

Le Fonds communautaire permet d'octroyer des prêts de dépannage (de 150,00\$ et moins) pour des besoins urgents ponctuels. Nous procédons d'abord à l'évaluation des besoins et de la situation financière de la personne pour ensuite évaluer la pertinence d'un prêt ou identifier si d'autres solutions sont possibles.

Profil des personnes qui demandent un prêt

- Majoritairement des personnes prestataires d'aide sociale

Chiffres

- Nombre de demandes : 131
- Nombre de prêts : 81
- Moyenne par prêt : 107\$

Parmi les 50 personnes qui n'ont pas bénéficié d'un prêt, nous en avons aidé 23 à régler une situation qui leur semblait insurmontable sans emprunt.

Besoins auxquels répond le Fonds

- Alimentation
- Soins de santé (médicaments, lunettes, etc.)
- Éviter des coupures de services
- Transport
- Meubles

Provenance de références

- Organismes communautaires du milieu : 36%
- CSSS de Trois-Rivières : 22%
- Déjà emprunté au Fonds Communautaire : 15%
- Connaissance / famille : 15%
- CIBES dans le cadre d'une démarche budgétaire : 12%

Autres activités

- 3 rencontres du conseil d'administration et assemblée générale annuelle
- Le CA se penche sur le problème de pénurie de réfrigérateurs qu'Hydro-Québec a engendré avec son programme de récupération d'appareils encore fonctionnels voués au recyclage. Nous tentons avec les organismes touchés de trouver des solutions, ce qui n'est pas une tâche facile.

Fonds de soutien aux assurances

Offrir l'accès à une assurance habitation aux citoyens des premiers quartiers de Trois-Rivières qui autrement ne pourraient pas s'assurer à cause du quartier dans lequel ils habitent et de leur situation financière. Le Fonds paie la totalité de la prime à l'assureur et l'assuré rembourse sur une période de 10 mois.

Profil des personnes qui demandent une assurance

- Résidents des premiers quartiers
- Locataires

Chiffres

- 19 nouveaux assurés pour l'année 2010-2011
- Depuis sa mise en place, en 2007, le Fonds a aidé 89 familles et individus à s'assurer
- 54 dossiers sont toujours actifs
- 15 dossiers maintenant administrés par les assureurs
- Taux de remboursement à plus de 91%

Besoins auxquels répond le Fonds

- Couvrir un secteur de la ville que les assureurs n'accepteraient pas de servir sans ce fonds.
- Obtenir une assurance habitation minimale avec une prime annuelle convenable afin de respecter le budget des assurés.
- Permettre aux gens à faible revenu de faire la démonstration de leur assiduité (pendant 2 ans de paiement) pour ensuite transiger directement avec l'assureur.

Provenance de références

- Office municipal d'habitation
- COMSEP
- Démarche des premiers quartiers
- Connaissance / famille

Rencontres post-faillite

En collaboration avec une firme de syndics de la région, nous effectuons les deux consultations obligatoires de certains dossiers de faillite. Ces rencontres visent à identifier les causes de la faillite et à outiller les personnes, si nécessaire, au niveau de l'organisation budgétaire pour assurer le maintien de l'équilibre à long terme.

- 1^{ère} séance : 6 rencontres incluant 1 couple
- 2^{ième} séance : 11 rencontres incluant 1 couple

Ententes avec Hydro-Québec

En tant qu'association de consommateurs, nous avons des ententes particulières avec Hydro-Québec adaptées pour les personnes à faible revenu qui éprouvent de la difficulté à assumer leur compte d'électricité.

- 52 personnes ont bénéficié de ce service

Accompagnement et défense des droits

Certaines personnes nous contactent parce qu'elles se sentent abusées ou lésées par certaines situations. Nous les informons alors sur la procédure à suivre et lorsque nécessaire, nous les accompagnons dans les démarches à entreprendre.

- 4 accompagnements à la Cour des petites créances (cartes de crédit, centre de santé et plomberie)
- 3 dénonciations à l'OPC sur des irrégularités de contrats (financement automobile et contrats de prêt)

Information, éducation et sensibilisation

Nous offrons des ateliers destinés aux groupes de divers milieux, de la formation pour les intervenants et des grandes conférences, le plus souvent à la demande de diverses organisations. Nous avons également des activités grand public auxquelles nous convions la population chaque année.

Ateliers, formations et grandes conférences

Nous avons effectué 65 rencontres, dans 36 organisations différentes, pour un total de 1070 personnes rejointes :

- 44 ateliers, rejoignant 454 personnes
- 13 formations d'intervenants, rejoignant 141 personnes
- 8 grandes conférences, rejoignant 475 personnes

Ateliers

Thèmes

- Je pars en appartement
- Le budget : À vos comptes... Prêts ? Partez !
- Préparer sa succession
- Autonomie financière
- Loi de la protection du consommateur
- Moi, l'argent et l'autre
- Crédit et solutions aux dettes

Participants

- Principalement des organismes communautaires qui souhaitent que nous rencontrions les participants et participantes de leurs groupes respectifs



Formation

Thèmes

- Formation de base en intervention budgétaire (pour désamorcer certaines situations problématiques et savoir quand et comment référer)
- La présentation des services du CIBES et de son approche en consultation budgétaire

Participants

- Intervenants et travailleurs de tous milieux : CSSS, Caisses Desjardins, étudiants en technique de travail social du Cégep de Trois-Rivières, organismes communautaires, etc.

Grandes conférences

L'argent parlons-en !

Dans le cadre de la journée « 101 façons de prendre ta place », organisée par la Démarche des premiers quartiers de TR (35 personnes)

Les retards dans les comptes courants et les différentes solutions à l'endettement.



Réflexions sur le thème du surendettement

Dans le cadre du Conseil confédéral de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) (250 personnes)

L'impact de l'endettement de la population, la vulnérabilité financière et son impact sur la mobilisation, l'amélioration des conditions financières, l'endettement dans notre histoire, la consommation responsable, l'éducation populaire et la lutte aux compagnies émettrices de crédit

Femmes et argent

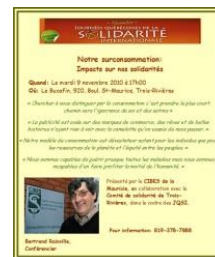
Dans le cadre de la journée « Femmes citoyennes en action organisée » par ECOF/CDEC (70 personnes)

L'histoire du rôle des femmes dans le budget familial, le rapport à l'argent et les impacts sur le quotidien.

Notre surconsommation, impacts sur nos solidarités

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, organisées par le Comité de solidarité/Trois-Rivières (20 personnes)

Le modèle de consommation actuel est dévastateur autant pour les individus que pour les ressources de la planète et l'équité entre les peuples.



Sollicitation, crédit et endettement

Dans le cadre des diners-causerie de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (40 personnes)

Personne n'est à l'abri des multiples sollicitations pour nous faire dépenser ou encore des nombreuses offres de crédit pour y parvenir. Peu importe la hauteur des revenus, l'âge ou le statut, nous pouvons tous succomber devant un buffet royal de biens de consommation ou encore une offre de crédit qui tombe juste à point.

Endettement et pauvreté

Dans le cadre des activités de la Table en santé publique et développement social de Trois-Rivières (25 personnes)

Le contexte et la réalité budgétaires des familles et individus à faible revenu à travers la définition des concepts d'endettement, de surendettement et de pauvreté sous un angle économique et social. Identification des pistes d'intervention ainsi que les limites ou les obstacles qui se dressent pour les intervenants sociaux qui travaillent auprès de cette clientèle.

L'histoire du crédit à la consommation

Dans le cadre d'une rencontre du Club Richelieu de Trois-Rivières (35 personnes)

La situation actuelle concernant l'endettement et le surendettement des consommateurs, les grandes étapes de l'évolution de l'utilisation du crédit par la population et notre travail en consultation budgétaire.

Activités grand public

Nos actions sociales ont pour but d'informer, de prévenir ou de sensibiliser la population à un phénomène ou une problématique de nature collective.

Campagne nationale de prévention à l'endettement

La campagne « Dans la marge jusqu'au cou! » vise à sensibiliser et informer les consommateurs aux dangers potentiels liés à certains comportements à risque tels que l'utilisation excessive du crédit pouvant mener au surendettement. Cette année nous avons orienté la campagne vers les étudiants de niveau collégial. Sous notre supervision et en collaboration avec une équipe du Cégep de Trois-Rivières (animateurs de vie étudiante et étudiants), Isabelle Fortier, stagiaire au CIBES, avait le mandat d'organiser une série d'activités, qui se sont déroulées sur toute une semaine (du 22 au 26 novembre).



Activités :

- Kiosque d'information : outils de la campagne : papier-info, porte-cartes, autocollants «Non à la sollicitation» et les feuillets d'information de la campagne
- Napperons quotidiens thématiques (distribués dans les cabarets des cafétérias des 2 pavillons):
 - o Présentation de la campagne
 - o Les cartes de crédit et leurs coûts

- ∂ Les différents types de crédit
 - ∂ Le dossier de crédit
 - ∂ Le cycle endettement-travail-études
- Projection et animation d'une vidéo : Sommes-nous de grands consommateurs?
- Distribution massive de tracts pour la Journée sans achats
- Activités interactives sur les heures du midi:
 - ∂ Zone anti-consommation
 - ∂ Contraventions humoristiques lors de la Journée sans achats
 - ∂ Jeux « Panier d'achat et budget »
- Articles d'information dans les journaux étudiants

Journée sans achats

Pour la 19^e année, nous avons contribué à cet événement international qui consiste à ne rien acheter pendant une journée. Elle vise à sensibiliser les consommateurs de tous âges et de toutes classes sociales aux impacts de nos modes de consommation sur notre vie personnelle, familiale et sociale, sans parler des impacts environnementaux pour la planète et de l'appauvrissement des peuples du tiers-monde.

Les activités :

- Création d'une affiche promotionnelle
- Envoi massif par courrier électronique dans tous nos réseaux (membres, organismes communautaires et publics, etc.)
- Envoi d'un communiqué de presse à tous les médias de la région



Prix du cœur de la publicité

Ce concours, qui se déroule à travers le Québec, en était déjà à sa 8^e édition. Il s'agit d'une activité qui vise à sensibiliser la population, en particulier les jeunes, à une consommation responsable, à les amener à se sentir concernés et à prendre conscience qu'ils peuvent avoir une influence sur les messages qui sont véhiculés dans la société et les médias. Et, ultimement, à introduire davantage d'éthique dans la publicité.

Les activités

- Le visionnement de 8 publicités par les jeunes
- Choix de 2 publicités pour les prix Cœur d'or (démontrant un effort évident à respecter les consommateurs) et Cœur de pierre (qui les sollicite dans un style irresponsable)
- Invitation au grand public de prendre part au vote par l'entremise du site Web des Prix du cœur
- Communiqué de presse pour annoncer les gagnants
- Remise des prix de participation aux écoles et maisons de jeunes sélectionnées au hasard

Les chiffres pour notre territoire

- 9 écoles secondaires ont participé
- 4 maisons de jeunes
- 833 jeunes ont participé à l'activité
- 3 de nos écoles se sont mérité des prix



L'implication dans le milieu

Ces investissements visent à maintenir nos solidarités, principalement avec le milieu communautaire de la région.

Assemblées générales annuelles (AGA)

Nous assurons notre présence aux AGA de différents groupes et regroupements du milieu.

- Centre de formation communautaire de la Mauricie
- Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie
- Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières
- Table régionale des organismes communautaires Centre-du-Québec/Mauricie
- Centraide Mauricie
- Fonds communautaire de Trois-Rivières

Comités de travail

Nous sommes impliqués, chaque année, dans divers comités de travail, à notre initiative ou à la demande de certaines organisations. Nous avons participé à 11 comités, totalisant 24 rencontres.

Comités :

- Comité d'analyse des projets déposés à l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec dans le cadre du programme « Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance »
- Table santé publique et développement social en tant que membre de la Table du projet clinique du CSSSTQ
- Projet clinique du CSSSTQ : bilan des projets réalisés par l'ensemble des tables de travail.
- Comité consultatif du projet de formation et de reconnaissance de la consultation budgétaire de l'Union des Consommateurs
- Table des associations de consommateurs du Québec et de la Fédération des caisses Desjardins
- Rencontres nationales de l'Office de la protection du consommateur avec les associations de consommateurs du Québec
- Comité d'analyse des demandes de prêts pour démarrage d'entreprises du Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie
- Comité organisateur des Journées québécoises de la solidarité internationale, organisées par le Comité de solidarité/Trois-Rivières
- Comité secteur « Personnes démunies » de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Comité d'analyse pour le prix annuel de l'Office de la protection du consommateur

Activités de solidarité et représentations

Ce sont des lieux que nous considérons comme important de démontrer notre appui pour développer, maintenir ou consolider les liens que nous avons avec le milieu communautaire.

- *Conférence de presse pour le lancement des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), organisée par le Comité de solidarité/Trois-Rivières*
- *Conférence d'ouverture des JQSI, Aminata Traoré*
- *Vins et fromages (levée de fonds) Démarche des premiers quartiers*
- *Lancement de la campagne intitulée « Vien nous aider ! » organisé par la TROC.*
- *Présence à 4 des 9 manifestations organisées par la TROC-CQM dans le cadre de la vaste campagne « Vien nous aider » qui revendiquait un meilleur financement de base pour les organismes subventionnés en santé et services sociaux. Nous avons manifesté devant ces bureaux :*
 - ◊ *Députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand*
 - ◊ *Député de Louiseville, Jean-Paul Diamond*
 - ◊ *Députée de Champlain, Noëlla Champagne*
 - ◊ *Député de Shawinigan, Claude Pinard*
- *5 à 7 organisé par le CALACS de Trois-Rivières dans le cadre de la Journée internationale des femmes*
- *Cocktail Distinction coopérative de la Caisse Desjardins, pour promouvoir le partenariat*
- *Conférence de presse du Fonds d'aide des bingos de Trois-Rivières pour la remise des chèques aux organismes qui ont été sélectionnés pour réaliser un projet*
- *Lancement de la Campagne « Je règle mes comptes avec mes dettes » organisée par la Commission des services juridiques Mauricie/Bois-Francs*
- *Présentation de la politique de reconnaissance des organismes communautaires de la Ville de Trois-Rivières*
- *Lancement de la campagne de financement de Centraide Mauricie*
- *Lancement de la Semaine d'action bénévole organisé par les Centres d'action bénévole de Shawinigan et de Grand-Mère*
- *Déjeuner des bons coups de la CDC Centre-de-la-Mauricie, qui souligne certains projets initiés par le milieu communautaire*
- *Déjeuner rencontre pour souligner le début de l'année organisé par la CDC Centre-de-la-Mauricie*
- *Portes ouvertes de la CDC Centre-de-la-Mauricie pour l'ouverture du nouveau bureau*
- *Sommet régional sur les dépenses militaires organisé par le Comité de solidarité/Trois-Rivières*

Revue de presse

Nous avons accordé plusieurs entrevues à différents médias régionaux et nationaux sur divers sujets. Nous sommes également intervenus à quelques conférences de presse à la demande des groupes qui les organisaient.

Radio et télévision

- *Radio-Canada (radio)*
 - ∂ *Hausse du coût de l'énergie*
 - ∂ *La pauvreté chez les aînés*
- *Radio-Canada (télé)*
 - ∂ *Hausse des frais de scolarité*
- *TVA*
 - ∂ *Les façons de s'en sortir quand on est en situation de pauvreté*
- *Cogeco (Émission « Entre nous »)*
 - ∂ *L'endettement des personnes âgées*
- *Astral Média*
 - ∂ *La hausse des frais de scolarité*

Presse écrite

- *La Presse :*
 - ∂ *L'endettement des consommateurs : « Les canadiens jouent avec le feu »*
 - ∂ *Le budget : « Le budget, plus utile que jamais »*
- *La Galère (Journal de rue) :*
 - ∂ *La réalité des personnes prestataires de l'aide sociale*
- *L'Alerte (journal de l'AQDR) :*
 - ∂ *Trucs pour favoriser mon autonomie financière*

Conférences de presse

- *Journée 101 façons de prendre ta place*
- *Conférence de presse « Secteur personnes démunies » pour réclamer le 600 000\$ de l'ASSS pour le secteur*

101 façons de prendre sa place sur le marché de l'emploi



Publié le 16 avril 2010
Marie-Eve Bourgoing-Alarie

La Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières présentera la deuxième édition de sa journée 101 façons de prendre ta place le 28 avril dès 9h20 au sous-sol de la basilique Notre-Dame-du-Cap.



Sujets : **Trois-Rivières**

Cette journée vise à informer les résidents des premiers quartiers sur les démarches menant à la recherche d'emploi et les formations disponibles.

Le commandant Robert Piché offrira une conférence relatant son expérience en tant que pilote et sur son parcours personnel. Plusieurs témoignages et 18 ateliers ponctueront les activités de cette journée. Des thématiques telles que la participation citoyenne, l'entrevue, la recherche d'emploi pour les travailleurs d'expérience et les bienfaits des loisirs seront aussi abordées.

«Dans le contexte où le niveau de pauvreté est en hausse à Trois-Rivières, une telle journée d'information s'avère essentielle. Il y a une panoplie d'emplois auxquels les gens des premiers quartiers peuvent avoir accès», souligne Danielle St-Amand, députée de Trois-Rivières.

«On veut aussi favoriser l'intégration vers l'emploi des gens un peu plus isolés. On veut leur proposer des actions concrètes et cette journée est là pour qu'ils puissent en apprendre davantage sur les ressources et emplois disponibles sur le territoire», complète Christine Hamel d'Emploi Québec Mauricie.

Déjà 400 inscriptions ont été enregistrées auprès de la Démarche des premiers quartiers. Pour plus d'information ou pour réserver un billet, contacter la Démarche au 819-371-9393 ou au 819-371-4945 poste 285.

Les Canadiens jouent avec le feu

Publié le 11 mai 2010 à 10h58



Philippe Mercure
La Presse

(Montréal) Endettés... et inconscients. Voilà comment les comptables généraux accrédités (CGA) du Canada dépeignent les Canadiens dans un rapport qui montre que l'endettement moyen fracasse des records au pays et atteint maintenant 2,5 fois son niveau de 1989.3



Les récessions ont habituellement un effet calmant sur les ardeurs des consommateurs, qui réalisent que les temps durs peuvent survenir et tentent d'épargner pour se préparer aux prochains.

Or, cette fois, les Canadiens n'en ont rien fait. Résultat: au moment où les taux d'intérêt s'apprêtent à grimper, risquant de comprimer davantage les budgets de ceux qui doivent de l'argent aux autres, les ménages canadiens émergent de la récession avec un niveau d'endettement jugé «très troublant» par les comptables généraux accrédités.

«On s'était imaginé qu'avec la récession, les gens auraient fait preuve de modération. Mais on se rend compte que même si les faillites personnelles ont augmenté, les gens ont continué de s'endetter à un rythme qui s'est même accéléré», observe Rock Lefebvre, vice-président, recherche et normalisation, à l'Association des comptables généraux accrédités du Canada.

Le ratio entre les dettes des ménages (incluant les hypothèques) et leur revenu disponible (donc après impôt) atteint aujourd'hui 144% au Canada, le chiffre le plus élevé des 20 pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Collectivement, les dettes des Canadiens totalisent 1410 milliards de dollars, soit 41 740\$ par personne - somme 2,5 fois plus élevée qu'en 1989.

Le crédit à bar ouvert

Les effets se font sentir dans les centres d'aide aux consommateurs, qui reçoivent de plus en plus de clients incapables de faire face à leurs obligations.

«On s'en rend bien compte dans notre pratique: les gens sont plus endettés et plus consommateurs que jamais. Ça n'a pas diminué avec la crise, ce qui fait qu'on se retrouve avec des situations qui sont souvent très difficiles», dit Bertrand Rainville, conseiller budgétaire au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie.

Le gros de la clientèle de M. Rainville est pourtant formé de salariés, et pas nécessairement au salaire minimum.

«Ça peut aller jusqu'à 120 000\$. Je vous dirais que la moyenne, ici, ce sont des gens qui ont des revenus entre 60 000 et 80 000\$.»

M. Rainville note que si le crédit se referme pour les gens à faible revenu ou ceux dont le dossier de crédit est entaché, les offres se multiplient pour les autres.

«Autant les gens qui sont rejetés par la machine sont exclus, autant c'est bar open pour les autres», résume l'intervenant.

M. Rainville note que de plus en plus de jeunes débarquent dans son bureau parce qu'ils succombent justement aux offres de cartes de crédit, marges de crédit et autres prêts personnels des institutions financières, alors qu'ils sont encore pris à la gorge par leurs prêts étudiants.

Grands risques

Les CGA se montrent particulièrement préoccupés de voir que 58% des Canadiens utilisent leur endettement avant tout pour payer leurs dépenses de tous les jours plutôt que pour investir dans le but d'acheter une propriété, par exemple.

Le pire à leurs yeux est que les Canadiens ne semblent pas réaliser les risques engendrés par leur mode de vie.

Près de 60% de ceux dont les dettes sont en hausse estiment que tout est sous contrôle et qu'ils peuvent même s'endetter davantage. La proportion atteint 92% parmi ceux dont les dettes sont stables ou en baisse.

De plus, 78% des Canadiens ne comptent pas modifier leurs habitudes d'épargne pour se faire ou se refaire un coussin de sécurité.

Les CGA estiment qu'une hausse de 2% des taux d'intérêt hypothécaires obligera les familles à revenu moyen ou élevé à réduire leurs «autres dépenses» de 9 à 11% en gardant constants les coûts liés au logement, aux impôts, à la nourriture et au transport.

EN CHIFFRES

41 740\$

Dettes moyennes de chaque Canadien en décembre 2009 une somme 2,5 supérieure à celle de 1989.

1er

Le Canada occupe le premier rang parmi 20 pays de l'OCDE en ce qui a trait au rapport dette-actifs financiers, avec un ratio de 144% à la fin 2009.

78%

Plus des trois quarts (78%) des répondants d'un sondage affirment qu'ils ne modifieront pas leurs habitudes d'épargne pour se refaire un «coussin» financier.



TRUCS POUR FAVORISER MON AUTONOMIE FINANCIÈRE

J'ai eu le plaisir de participer à la journée-forum « Fraude et abus » le 29 janvier 2010, en tant que conférencière. Je vais donc vous faire part des quelques trucs et informations transmis lors de cette journée. Je dois d'abord dire que j'ai trouvé les participants très intéressés et intéressants de par leurs nombreuses questions et commentaires.

Il est important de mentionner que mon exposé, ainsi que les moyens mis de l'avant lors de la conférence, ne sont pas des solutions miracles à toutes les formes d'abus possibles. Rien ne peut empêcher les manipulations, les menaces et le chantage exercés sur une personne. Par contre, en faisant preuve de plus de ruse et en utilisant des moyens pour protéger son argent, cela peut réduire les tentations et surtout les conséquences négatives d'un acte d'abus financier.

1) Limitez vos déplacements à l'institution financière

⇒ Vous pouvez utiliser le **dépôt direct** pour l'ensemble de vos revenus (pension, rentes, TPS, TVQ, retour d'impôts, etc.).

⇒ Vous pouvez utiliser les **prélèvements automatiques** pour le paiement des comptes (téléphone, câble, électricité, etc.). Attention! Assurez-vous que votre situation financière soit stable pour éviter des frais d'effet sans provision. Sachez qu'il n'est pas possible de faire arrêter un paiement dans les jours précédant la date prévue. Si un paiement n'a pas été fait, le prélèvement suivant inclura les deux mois.

⇒ Vous pourriez aussi utiliser les « bons vieux **chèques** » pour effectuer vos paiements de comptes. Vous devriez toujours payer votre logement par chèque plutôt qu'en argent comptant, cela évite de se promener avec de grosses sommes d'argent et le chèque constitue une preuve de paiement sûr.

⇒ Si vous utilisez Internet, vous pouvez aussi effectuer plusieurs transactions bancaires via des **sites sécurisés** offerts par les institutions financières (exemple : Desjardins offre Accès D). Informez-vous auprès de votre institution financière.

Ces façons de procéder limitent les déplacements à l'institution financière. L'utilisation du paiement direct pour payer votre épicerie, essence, sorties, restaurant, etc. demeure un moyen plus sécuritaire que l'argent comptant.

2) Utilisez deux comptes bancaires distincts

Si vous devez confier votre carte débit à un proche pour qu'il fasse vos commissions, vous devriez organiser votre fonctionnement en utilisant deux comptes bancaires distincts, voire même en trois comptes distincts.

Cette méthode consiste à distinguer les sommes allouées aux factures du mois et aux paiements des sommes destinées aux dépenses variables.

Exemple :

Compte d'opérations 1 folio:	
Dépôt salaire et autres revenus	
Pension	
Rentes	
TPS	
TVQ	
Autres	
Total	
Dépenses fixes (factures du mois)	
Loyer	
Autres comptes	
paiements	

Compte d'opérations 2 folio:	
virement du compte opération 1	
(toutes les semaines ou toutes les 2 semaines)	
Dépenses variables	
Épicerie	
Transport	
Restaurant	
Autres	

1^{er} compte d'opérations: l'ensemble des revenus est déposé dans ce compte et les paiements de factures et de dettes se feront à partir de ce compte.

Des virements automatiques hebdomadaires sont faits du compte 1 vers le compte 2 selon l'évaluation des besoins.

2^e compte d'opérations : les dépenses courantes telles que l'épicerie, essence, dépenses personnelles, cigarettes, repas resto, cafétéria, etc. se feront dans ce compte.

Compte d'épargne : les surplus seront versés dans ce compte sur une base hebdomadaire pour les dépenses occasionnelles dans l'année comme les vêtements, les immatriculations, les cadeaux ou encore de l'épargne.

➡ Vous ne devriez pas garder d'importantes sommes d'épargne dans un compte qui est accessible par paiement direct. Faites plutôt déposer votre épargne dans un compte distinct, et gardez votre carte en sécurité à la maison.

L'objectif de ce fonctionnement est de limiter l'argent disponible dans le compte si vous devez prêter votre carte débit. Par exemple, vous prêtez votre carte deux fois par mois à votre nièce pour qu'elle aille faire votre commande d'épicerie; si elle décide de se prendre un « pourboire » pour la commission, elle aura accès seulement à un montant limité et non pas à tout votre argent.

ET OUI ! CELA N'ARRIVE PAS JUSTE AUX AUTRES ! SOYEZ À VOS AFFAIRES !

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez contacter le :

CIBES de la Mauricie
274, rue Bureau
Trois-Rivières (Québec)
G9A 2M7
Tél. : 819 378-7888
Télec. : 819 376-6351

Nathalie Champagne
conseillère budgétaire



La réalité des personnes bénéficiaires de l'aide sociale

par : Virginie Rainville, Centre d'Intervention Budgétaire et Sociale de la Mauricie (CIBES)



A quoi sert l'aide sociale?

Pourquoi on paye des gens à ne rien faire? C'est une question qui est à la fois politique, philosophique et sociologique. Parce que l'État ne sait pas quoi faire avec les personnes qui, pour une raison ou une autre, n'entrent pas dans le moule du système de performance dans lequel nous évoluons. On peut même supposer que ce programme a été mis sur pied pour s'éviter le spectacle de l'itinérance, de la délinquance, de la

question de mauvais choix ou de mauvais jugement, c'est plutôt une question de dignité. Elles essaient d'être, à leur mesure, un peu comme tout le monde. En effet, les personnes assistées sociales ont conscience des préjugés qui les entourent. Plus encore, elles finissent par les intégrer. Elles ont d'ailleurs, la plupart du temps, une vie remplie d'insatisfactions, d'échecs, d'insécurité et d'indigence économique. Ils sont en mode survie. Personne n'est fier d'être sur l'assistance sociale.

modique) sont également dans de meilleures conditions. En effet, le coût est de 25% du revenu et l'électricité est fournie. Il serait d'ailleurs impératif d'investir dans de tels logements, l'attente pour en obtenir étant très longue. Il y a également des ressources à leur disposition au niveau de l'alimentation et du vêtement. Ce n'est pas tout le monde par contre, qui passe par-dessus son orgueil pour utiliser ces services, certaines personnes se sentant humiliées d'y avoir recours. Il y a également les allocations familiales

qui ne sont pas à négliger dans les budgets familiaux. En effet, on remarque qu'un couple avec 2 enfants ou plus, malgré les dépenses supplémentaires que cela engendre, s'en sort mieux qu'une personne seule ou qu'une mère monoparentale avec un seul enfant, à cause du partage des dépenses telles le loyer, l'électricité, etc.

	Prestation de base	Contraintes temporaires à l'emploi	Contraintes sévères à l'emploi
1 adulte	588,92\$ (Revenu de travail exclu : 200\$)	708,92\$ (Revenu de travail exclu : 200\$)	882,92\$ (Revenu de travail exclu : 100\$)
2 adultes	903,67\$ (Revenu de travail exclu : 300\$)	1 109,67\$ (Revenu de travail exclu : 300\$)	1 312,67\$ (Revenu de travail exclu : 100\$)

petite criminalité? Nous pouvons en tout cas affirmer que la Sécurité du revenu est un programme conçu au départ pour du court terme mais qu'il est très souvent utilisé pour du moyen et du long terme, ce qui amène des conditions de vie extrêmement précaires. Nous allons, dans cet article, tenter de démystifier la situation des personnes vivant de ces prestations.

BS et fier de l'être?

Qui peut organiser sa vie avec 588,92 \$ par mois? Personne, c'est nettement insuffisant. Pourtant, plusieurs y parviennent. Ça prend une organisation très serrée et une grande débrouillardise. Phénomène intéressant à analyser : malgré une grande précarité, beaucoup des personnes que nous rencontrons au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie ont tendance à avoir les mêmes biens et services que la population en général (câble, lecteur DVD, etc.). Elles tentent, au détriment souvent d'une meilleure alimentation ou d'une vie sociale plus acceptable, de suivre la parade de la consommation. Ce n'est pas ici une

Qui s'en sort le mieux?

Généralement, quand le chèque arrive le premier du mois, on paye toutes les obligations (loyers, comptes courants, dettes) et on s'organise avec le reste. L'alimentation vient donc en dernier. On tente alors de faire une plus grosse épicerie (d'ailleurs on nous fait souvent remarquer qu'il n'y a jamais de spéciaux à cette période) et on essaie d'en garder un peu pour les denrées périssables en cours de mois. Les fins de mois sont donc toujours extrêmement difficiles.

En réalité, les personnes qui s'en sortent le mieux sont celles qui bénéficient d'un supplément de revenu quelconque. Que ce soit le montant que les prestataires ont le droit de gagner sans se faire couper leur chèque (voir encadré), un programme spécial de l'aide sociale, comme par exemple des cours d'alphabétisation, qui peut donner au plus 130,00 \$ par mois, ou, à la limite, quelques heures au noir. Ces surplus, sans augmenter le revenu à un niveau décent, contribuent à rendre la vie un peu plus viable. Les personnes bénéficiant d'un HLM (habitation à loyer

Pourquoi ils ne retournent pas sur le marché du travail?

Déjà, être en situation de pauvreté constitue une entrave majeure à une reprise en charge. Se retrouver sur l'aide sociale est souvent accidentel (comme par exemple une séparation ou un divorce, une maladie qui nous empêche de continuer à travailler, une rupture sociale, un deuil insurmontable, etc.). Par contre, c'est, dans certains cas, une question de culture, de milieu de vie. Ainsi, par exemple, lorsqu'on est issu d'une famille dysfonctionnelle, ayant vécu ou non sur l'aide sociale, un environnement où l'on retrouve souvent des carences alimentaires et où, de toute façon, on ne peut pas suivre les autres; il y a alors plus de chances de se retrouver sous-scolarisés parce que justement les conditions familiales ne sont pas favorables aux études. Les enfants sont alors, dès l'entrée à l'école, rapidement catégorisés et isolés.

Journée sans achats aujourd'hui

Publié le 26 novembre 2010 à 10h40



Marie-Josée Montminy
Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) (MJM) - Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie invite la population à souscrire à la Journée sans achats aujourd'hui même. Comment participer? En n'achetant rien de la journée.

Initiée par le groupe Adbusters il y a 19 ans, cette (non-)activité vise entre autres à sensibiliser la population aux problèmes environnementaux liés à la surconsommation, au transport, au suremballage et à la production de déchets.

Les enjeux de juste partage des richesses à l'échelle planétaire et d'endettement des familles, ainsi que la promotion de valeurs plus humaines que celle de la consommation de biens sont aussi au coeur de la démarche.

La journée est soulignée au Québec et ailleurs dans le monde.

Le budget, plus utile que jamais

Publié le 10 janvier 2011 à 07h15



Marc Tison
La Presse

(Montréal) Alors que la TVQ passe à 8,5%, la résolution de tenir un budget a sans doute plus de chances de succès que celle d'entreprendre un régime. C'est d'ailleurs devenu une tradition: à chaque début d'année, La Presse Affaires propose à ses lecteurs sa grille budgétaire. Elle est offerte sous forme de chiffrier Excel téléchargeable, sur la page de finances personnelles de La Presse Affaires (lapresseaffaires.cyberpresse.ca/grille).



Rébarbatif, le budget? «Ce ne devrait pas être vu comme une contrainte, mais comme un instrument d'analyse», souligne Bertrand Rainville, conseiller budgétaire au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES).

Un budget permet de découvrir où passe notre argent, et en quelle proportion. Au sein d'un couple, un budget facilitera la répartition des charges en fonction des revenus de chacun. «Le budget permet d'éviter beaucoup de conflits, observe Manon Houde, consultante budgétaire pour l'ACEF Rive-Sud de Montréal. On le sait, au Québec, les causes de divorce sont d'abord l'éducation des enfants, et ensuite le budget.»

Le budget permet d'établir quelles sommes peuvent être consacrées aux épargnes de retraite ou d'études. De concert avec des outils comme l'épargne systématique, il facilitera la réalisation de projets à moyen ou long terme.

Il établit quelles sommes sont appliquées - ou devraient l'être - au remboursement des dettes. «En consultation budgétaire, on voit souvent des gens qui veulent emprunter pour cotiser à leur REER, mais qui doivent 20 000\$ sur leurs cartes de crédit», relate Manon Houde.

Trois étapes

Astreignant et compliqué? «C'est très simple, rétorque Manon Houde. Un budget se fait en trois étapes: les prévisions des revenus et dépenses, l'inscription des dépenses à toutes les semaines et le bilan annuel.»

L'estimation des dépenses sera faite sur une période de trois semaines à un mois. Au programme: conserver toutes les factures, consulter l'état de compte des cartes de crédit et les relevés bancaires, et classer chacune des dépenses dans le poste budgétaire approprié. Sur les relevés, Manon Houde suggère de surligner les dépenses en couleurs différentes, selon leur catégorie, pour en faire ensuite la somme. Ce sont souvent les petites dépenses quotidiennes qui nous échappent. Pour les noter, Bertrand Rainville recommande de conserver sur soi un crayon et un calepin, pour noter les achats aux cinq cents près.

Au terme de cet effort, Manon Houde entend fréquemment des commentaires comme «Je ne pensais pas que je dépensais autant» ou «Je n'avais aucune idée où allait mon argent».

«Les gens apprécient beaucoup avoir ce retour sur leurs habitudes de consommation», constate-t-elle.

Cet exercice procure un aperçu des dépenses mensuelles, auxquelles il faudra ajouter les dépenses qui ne surviennent qu'occasionnellement - les frais d'immatriculation, par exemple.

On y ajoute les sommes destinées au coussin de sécurité et aux différents projets d'épargne, de telle sorte que les revenus équilibrent les dépenses.

S'il faut réduire les dépenses, Bertrand Rainville déconseille les grandes intentions théâtrales qui ne se concrétisent jamais. «Au CIBES, nous parlons plutôt de petites coupes savantes», indique-t-il.

On entreprendra ensuite le patient test de la confrontation avec la réalité, en inscrivant chaque semaine nos dépenses. C'est alors que la volonté sera la plus sollicitée. Chaque mois, on comparera les prévisions et les résultats pour corriger le tir.

Après un an, le travail se trouvera simplifié: le bilan annuel servira à établir les prévisions pour l'année suivante. «Vous ne pouvez pas avoir un meilleur portrait de vous en tant que consommateur, assure Manon Houde. C'est la première année qui est la plus exigeante. Ensuite ça devient très simple. L'exercice demande de la discipline, mais enlève beaucoup d'anxiété. Une fois qu'on sait où l'on s'en va sur papier, ça améliore beaucoup la qualité de vie.»

Quelques outils

Ceux qui cherchent un logiciel plus complet que notre grille téléchargeable peuvent tester le BudgetExpress de la firme québécoise DeMarque, sur le site budgetexpress.demarque.com. Il coûte 32,95\$ en version téléchargeable et 34,95\$ sur cédérom.

Plusieurs personnes préfèrent encore le contact direct avec le papier. La référence en le domaine demeure le guide Finances personnelles des éditions Protégez-vous (7,95\$).

Certaines ACEF et centres de consultations budgétaires offrent leurs propres outils, justement à prix budgétaire.

L'augmentation des frais de scolarité nuira aux étudiants selon le Centre d'intervention budgétaire de la Mauricie

Mise à jour le jeudi 31 mars 2011 à 16 h 56



Photo: Catherine Gauthier

Selon le conseiller budgétaire au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie, Bertrand Rainville, l'augmentation des frais de scolarité prévu dans le dernier budget du gouvernement québécois nuira grandement aux étudiants.

Jeudi, plusieurs dizaines d'étudiants ont profité de la journée de grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières pour converger vers Montréal où avait lieu une manifestation contre la hausse des frais de scolarité. Ces jeunes dénoncent l'augmentation annuelle de 325 \$ sur cinq ans annoncée dans le dernier budget du gouvernement provincial en février.

« Les étudiants qui vont au bout de leurs études seront endettés dans des taux qui sont largement supérieurs à ceux de la population en général », croit M. Rainville.

Pour arriver à cette conclusion, ce dernier a fait l'exercice d'élaboration d'un budget étudiant. Si on se fie aux chiffres de la Fédération étudiante universitaire du Québec, 50 % des étudiants vivent avec 12 200 \$ par année. De cela il faut déduire les frais de scolarité.

« On arrive à 800 \$ par mois de revenu net. Et, si on a les frais de scolarité dans cinq ans, on arrive à 659 \$ par mois. C'est l'équivalent de l'aide social. Alors, on a un problème là. Sans sortie au restaurant, ni véhicule ou de nouveaux vêtements. Ce sont seulement les dépenses de base, on arrive à un montant mensuel de 825 \$. Le déficit est donc de 25 \$ par mois actuellement et il sera de 165 \$ une fois que les frais de scolarité auront augmenté », calcule M. Rainville.

Mais pour certains, les chiffres font sourciller. En effet, selon le Conseil du patronat du Québec, 56 % des étudiants bénéficiant des prêts et bourses ont une voiture. « Le rythme de vie des étudiants a évolué en fonction de la façon dont la société a évolué aussi », souligne le conseiller à l'aide financière de l'UQTR, Yan Martel. Selon lui, la combinaison du travail à temps partiel, de l'aide familiale et des prêts et bourses devrait être suffisante.

« On ne peut pas dire qu'on va vivre riche des prêts et bourses. Ce n'est pas quelque chose qui sert à vivre la vie de grand seigneur, mais normalement, la façon dont le calcul est fait, les étudiants sont supposés arriver financièrement. Oui on voit des étudiants qui ont des soucis financiers. Je peux vous dire que ce sont souvent des gens qui vont avoir un profil un peu particulier par exemple, des chefs de famille monoparentale, des gens qui font un retour aux études », explique Yan Martel.